



Assemblée générale

AG/11327

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Assemblée générale

Soixante-septième session
54^e et 55^e séances plénières
matin et après-midi

**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ADOPTE DES RÉSOLUTIONS SUR L'AIDE HUMANITAIRE
QUI METTENT L'ACCENT SUR LA « LA RÉSILIENCE » DES POPULATIONS
FACE AUX CATASTROPHES**

L'Assemblée générale a adopté aujourd'hui, par consensus, quatre résolutions relatives au renforcement de l'aide humanitaire sur le terrain, en mettant l'accent sur la résilience des populations, meilleur moyen de prévenir les dégâts humains et matériels causés par les catastrophes. À ce jour, quelque 62 millions de personnes dans le monde ont besoin d'une assistance sous une forme ou une autre.

/...

Enfin, l'Assemblée a adopté une dernière résolution intitulée « [Assistance au peuple palestinien](#) »****. Saluant l'action menée par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, ce texte demande en essence à la communauté internationale des donateurs « de fournir rapidement l'aide promise au peuple palestinien pour répondre à ses besoins urgents ».

À ce propos, l'Observateur permanent de la Palestine a évoqué une situation humanitaire et économique « tragique », aggravée par la crise financière de l'Autorité palestinienne.

RENFORCEMENT DE LA COORDINATION DE L'AIDE HUMANITAIRE ET DES SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE FOURNIS PAR LES ORGANISMES DES NATIONS UNIES, Y COMPRIS L'ASSISTANCE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE

/...

Rapport du Secrétaire général sur l'assistance au peuple palestinien ([A/67/84](#))

Dans ce rapport, le Secrétaire général présente une évaluation de l'assistance reçue par le peuple palestinien, des besoins restant à satisfaire et des propositions pour y répondre. Il rend compte des efforts déployés par les organismes des Nations Unies, en coopération avec l'Autorité palestinienne, les donateurs et la société civile, pour venir en aide à la population et aux institutions palestiniennes.

Pendant la période considérée, de mai 2011 à avril 2012, l'Autorité palestinienne a achevé la mise en œuvre de son programme biennal d'édification de l'État. L'ONU a accru son appui à ces efforts par l'intermédiaire de son plan d'intervention à moyen terme. Elle consacre actuellement 1,2 milliard de dollars à des travaux réalisés au titre de ce plan et cherche à mobiliser 1,7 milliard de dollars supplémentaires pour d'autres travaux prévus.

**** A/67/L.38

En dépit d'avancées diplomatiques entre Israéliens et Palestiniens début 2012, les parties n'ont pas été en mesure de reprendre les négociations. L'absence de perspectives politiques susceptibles de donner sens aux progrès accomplis vers l'édification d'un État palestinien demeure un obstacle majeur à toute amélioration de la situation, résume le Secrétaire général.

Les activités de peuplement, les démolitions de biens palestiniens et les déplacements de population se sont multipliés en 2011. La tenue d'élections et la constitution d'un gouvernement d'unité palestinien restent des projets marqués par l'incertitude, malgré quelques signes encourageants concernant la réconciliation entre Palestiniens.

On a enregistré une croissance économique notable au cours de la période à l'examen. Il faut principalement y voir le résultat de dépenses publiques en Cisjordanie et d'activités de construction à Gaza. Les secteurs commerciaux de l'économie ont été les plus touchés par les restrictions imposées aux déplacements et au passage et par la faiblesse de l'investissement, en particulier à Gaza. Le chômage et l'insécurité alimentaire ont reculé, quoique restant à des niveaux élevés, notamment à Gaza et dans la zone C de la Cisjordanie.

Le fonds d'affectation spéciale géré conjointement par l'Autorité palestinienne et l'ONU a été utilisé afin de mettre à disposition 22 millions de dollars destinés à la construction d'écoles administrées par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et servira d'intermédiaire pour le financement des activités de relèvement et de développement menées par l'Organisation dans l'ensemble du territoire palestinien occupé.

Déclarations

/...

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine, a exprimé sa gratitude pour l'assistance qui permet au peuple palestinien de survivre et qui appuie ses efforts visant à mettre fin à l'occupation israélienne et à réaliser l'indépendance de l'État de Palestine, avec Jérusalem-Est pour capitale. Les derniers chiffres sur la situation humanitaire et économique en Palestine sont « stupéfiants et tragiques », a-t-il déploré. Les actions illégales d'Israël dans le Territoire palestinien occupé ne font qu'enfoncer le peuple palestinien dans la pauvreté et la dépendance vis-à-vis de l'assistance.

Cette situation négative est aggravée par la crise financière de l'Autorité nationale palestinienne, déclenchée par une réduction de l'aide extérieure. Durant la première moitié de l'année 2012, l'aide reçue n'a été que de 446 millions de dollars sur les 749 millions nécessaires. Le taux de croissance économique de la Palestine a chuté et le chômage a augmenté, a expliqué M. Mansour. Il a appelé les donateurs à respecter leurs engagements financiers vis-à-vis de l'Autorité et à obliger Israël à débloquer les taxes et revenus douaniers dus au peuple palestinien.

L'expansion des colonies de peuplement israéliennes, du mur et des points de contrôle militaires privent le peuple palestinien de son accès à plus de 60% de son territoire et de ses ressources naturelles, et l'empêchent de commercer normalement, a poursuivi le représentant. Par exemple, Israël exploite plus de 90% des ressources palestiniennes en eau, au profit de 500 000 colons illégaux. C'est ainsi que les Palestiniens ne peuvent plus irriguer que 35% de leurs terres. En outre, le blocus à Gaza inflige au peuple palestinien une « punition collective » qui équivaut à un « crime de guerre », a fait valoir M. Mansour.

Si l'assistance économique et humanitaire de la communauté internationale est cruciale, elle ne suffit pas, a-t-il prévenu. La communauté internationale doit prendre ses responsabilités et obliger Israël à respecter ses obligations en vertu du droit international.

M. AHMED AL-JARMAN (Émirats arabes unis) ... s'est dit gravement préoccupé par la détérioration de la situation du peuple palestinien et a engagé la communauté internationale à exhorter Israël à lever le blocus imposé à Gaza. Il a également indiqué que son gouvernement avait versé 34 millions de dollars pour appuyer l'Autorité palestinienne et des projets de développement.

M. GARY FRANCIS QUINLAN (Australie) ...

/...

Il s'est aussi félicité du calme qui semble régner à Gaza depuis le 22 novembre, tout en s'inquiétant que 65% des personnes tuées à Gaza durant le récent conflit étaient des civils. Il a dit l'importance de tous les organismes des Nations Unies qui dispensent des services de base et une assistance humanitaire aux Palestiniens. ...

/...

M. HUSSEIN HANIFF (Malaisie) ...

/...

Par ailleurs, le représentant a réaffirmé l'engagement de son pays à assister le peuple palestinien. En novembre dernier, la Malaisie a offert 200 000 dollars à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et promis un million de dollars supplémentaires pour aider les Palestiniens affectés par la récente agression militaire israélienne à Gaza.

/...

M. ANDY RACHMIANTO (Indonésie) ...

/...

M. Rachmianto s'est dit gravement préoccupé par la situation humanitaire du peuple palestinien et a insisté sur la nécessité pour les parties de reprendre le dialogue pour trouver une issue juste et durable qui réponde tant aux aspirations des Israéliens que des Palestiniens. Il a exhorté Israël à mettre un terme à toutes ses activités de peuplement.

/...

* *** *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel